

Extract of Fédération Nationale de la Libre Pensée

<http://old.fnlp.fr/spip.php?article641>

La Libre Pensée sur France Culture - 10 avril 2011

- émissions de France-Culture - 2011 -



Publication date: mardi 19 avril 2011

Copyright © Fédération Nationale de la Libre Pensée - Tous droits réservés

Auditrices, auditeurs, bonjour.

Au micro le citoyen David Gozlan, Secrétaire général adjoint de la Fédération Nationale de la Libre Pensée. Nous avons reçu de nombreux courriers et mails depuis notre dernière émission. Certains d'entre vous souhaitent soutenir la construction de l'Association Internationale de la Libre Pensée. Pour soutenir cette action vous pouvez adresser un chèque à l'ordre de « Libre Pensée 2011 » à Libre Pensée, 10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 Paris.

Nous allons reprendre le cycle de nos émissions sur le thème « **Quelle instruction avec quelle pédagogie pour quelle émancipation ?** » Aujourd'hui j'ai le plaisir de recevoir Alain Barbier représentant la FERC-CGT. Pouvez-vous vous présenter ainsi que votre syndicat ?

Alain Barbier : La FERC-CGT rassemble les composantes de l'Éducation nationale, du secteur éducatif, de la recherche et de la culture.

D.G. : Je pense que vous avez eu le temps de réfléchir à la question entre vous.

A.B. : Je vais commencer par « *quelle émancipation ?* »

D.G. : Vous êtes libre !

A.B. : L'émancipation, on la définit en général comme une action de s'affranchir de l'autorité, d'une servitude ou de préjugés. Le contexte social d'aujourd'hui est particulièrement agressif, basé sur l'exploitation et l'exclusion. L'École est aujourd'hui traversée par de multiples contradictions. Un système scolaire de plus en plus régi par la rentabilité et qui ne peut plus permettre aux individus de se réaliser pleinement, de s'épanouir. Il engendre des échecs massifs, des rancœurs et beaucoup de laissés pour compte.

Il s'agit de se donner les moyens, dans le cadre du service public, de construire un système éducatif qui favorise l'autonomie du jugement, ainsi que la socialisation, l'insertion, l'intégration de tous. Et cela nous paraît être impératif. Or les orientations actuelles du système éducatif viseraient plutôt à une insertion professionnelle, alors que les emplois qualifiés disparaissent, avec des salariés qui sont de plus en plus soumis au dictat de l'« employabilité » et du chômage, qui sont obligés d'accepter la mobilité, la précarité, les bas salaires. Pour parvenir à cette émancipation, une première exigence consisterait à élever les niveaux par une formation de base large, ouverte, transversale, permettant une réelle formation tout au long de la vie. Elle doit correspondre à une logique éducative à développer : une approche critique des savoirs et des connaissances ; une intégration des dimensions sociales, environnementales, éthiques, de l'activité professionnelle ; une capacité à acquérir de nouvelles connaissances et à les structurer pour mieux comprendre et agir sur l'environnement. Voilà pour l'émancipation.

D.G. : Vous dites que pour parvenir à cette émancipation il faudrait développer une formation de base large. Est-ce que cela veut dire qu'aujourd'hui, dans l'instruction qui est pratiquée à l'École, il n'y a pas ce développement ? Je dirais pour préciser que depuis 20, 25 ans, il y a un tas d'ouvrages qui sortent avec des titres apocalyptiques tels que *La fin de l'École* ou *L'éducation mise à mort*. Est-ce que nous en sommes à la fin de l'École ou à la fin de l'École de type républicain telle que nous la connaissons ?

A.B. : Quelque part, oui. On se rend compte que l'égalité des chances qui été prônée ne fonctionne plus pour diverses raisons : des raisons de contenus que j'ai développées précédemment, des raisons de manque de moyens budgétaires et en personnel.

D.G. : Vous parlez des contenus. Est ce que vous avez des exemples précis qui montrent ou démontrent qu'il y a une détérioration, un délitement de ces contenus, ou un changement en positif de ces contenus ? Cela rejoint la question de la pédagogie.

A.B. : Ça rejoint la question de la pédagogie, je suis d'accord. On a à faire face à une hétérogénéité du public, avec des individus et des conditions sociales très différents. L'École a les moyens de faire face à ça, mais il faut s'en donner les moyens. Cette instruction au profit de tous passe par la liberté de conscience, qui est un des principes fondamentaux de la laïcité, mais aussi une condition de l'émancipation. Actuellement, l'enseignant doit faire face à des situations sociales, ou autres, qui ne relèvent pas en principe de son rôle et qui mettent au second plan la pédagogie.

D.G. : Je suis d'une génération qui a subi plusieurs expériences en matière de pédagogie. Je sais quel « produit fini » je suis, mais y a-t-il eu des bonnes pédagogies, des mauvaises, des expériences pédagogiques qu'il aurait fallu laisser au placard, d'autres que l'on pourrait ressortir ?

A.B. : Vous avez peut-être connu le mouvement pédagogique qui tendait à rendre les élèves acteurs de leur apprentissage, qui les mettait au centre. C'est ce que l'on a appelé la pédagogie active, qui rejetait en partie la transmission d'un savoir académique et qui cherchait à ce que l'élève puisse produire lui-même ses propres connaissances. L'objectif principal restait l'émancipation de l'individu. La pédagogie Fresnay rentrait tout à fait dans ce cadre. On a connu aussi la pédagogie différenciée avec une évaluation continue, qui demande des moyens en matériel et en personnel.

D.G. : Il y a dans tous les journaux des annonces concernant les moyens multimédias mis en place, sur l'ouverture sur la culture avec l'histoire des arts au collège, etc. On pourrait dire que l'on met plus de moyens.

A.B. : Il est vrai que l'Éducation nationale s'est lancée dans le tout numérique, ce qui est en soit très bien. Mais je crains que le numérique serve à pallier le manque de moyens et qu'il n'y ait plus de relation humaine entre l'enseignant et l'élève. Cette dimension est irremplaçable. On a fermé les IUFM et, à la place, le ministère a demandé au centre national de documentation pédagogique de faire un DVD qui permette d'initier le futur enseignant à ce qu'il va trouver. Il y a des interviews d'élèves qui disent quel type de prof ils voudraient avoir, etc. Le DVD est très bien fait, mais il ne remplacera jamais une formation de terrain. Je crains qu'au niveau de la pédagogie on n'arrive à la même chose.

Quant à la culture, cela a été vrai du temps où Jack Lang était ministre et il y a eu énormément de moyens alloués en personnel et en budget pour mettre en oeuvre le plan culture. Mais depuis ? Que reste-t-il de ça ? Ça existe sur le papier, mais les moyens ont été supprimés au fil des ans.

D.G. : Vous parliez des enseignants qui n'ont pas de formation en pédagogie ni sur l'enseignement qu'ils vont mener. Avez-vous des retours concrets pour ces enseignants ?

A.B. : Il y a des situations d'échec total. Pour un jeune enseignant qui loupe sa rentrée, il est difficile de rattraper le train et il se retrouve d'emblée dans une situation d'échec qui l'amène à quitter l'Éducation nationale ou à ne plus maîtriser la situation. Plus grave, certains établissements sont amenés à faire appel à des contractuels qui n'ont pas de formation et qui sont mis face à une classe. Quel peut-être le résultat ?

D.G. : Je pense que nos auditeurs auront bien compris. Quelques secondes pour conclure.

A.B. : Je souhaite profondément stopper cette régression que l'on connaît dans l'Éducation nationale. Les mobilisations sont suffisamment fortes pour stopper ça et pour que l'École retrouve son rôle de transmission des

savoirs et des connaissances, d'émancipation, et donne toutes ses chances à chacun. Je ne désespère pas que l'on puisse y arriver.

D.G. : Nous non plus ! Alain Barbier je vous remercie. Au revoir.